

Intervention de Patrick KANNER, ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports
Conseil de sécurité de l'ONU
A New York, le 23 avril 2015

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs,

Je tiens à remercier vivement la présidence jordanienne du Conseil de sécurité pour l'organisation de ce débat. Je suis convaincu que la jeunesse devrait prendre plus de place dans nos échanges.

La France est un vieux pays mais sa population est jeune. Nous avons la fécondité la plus forte d'Europe.

Cette démographie est notre force. Elle est aussi notre responsabilité.

La responsabilité de donner à la jeunesse des perspectives, un sens à sa vie, et peut-être plus encore, un sens à la vie.

Car l'idéologie qui aujourd'hui menace le monde est une idéologie morbide.

Elle veut réprimer nos désirs, condamner nos joies, éteindre notre énergie vitale.

La communauté internationale a été saisie par l'horreur du massacre de Garissa au cours duquel 148 Kenyans sont morts.

Nous n'oublions pas le calvaire des 276 lycéennes nigérianes de Chibok, kidnappées il y a maintenant un an par Boko Haram.

Les extrémistes haïssent l'altérité que représentent les femmes. Nous n'oublions pas non plus les exactions commises contre les jeunes et les enfants par Daech en Irak et en Syrie, ni le martyr de la jeunesse syrienne par le régime de Bachar al Assad.

La jeunesse est du côté de la vie. Elle devrait être, à ce titre, sans doute le meilleur rempart contre l'obscurantisme.

Il faut à la fois s'appuyer sur cette jeunesse et la protéger contre les manipulations orchestrées par les extrémistes. Ces derniers sont extrêmement actifs sur les réseaux sociaux et relaient les théories du complot qui sapent l'autorité des institutions. Ils se nourrissent du désarroi des jeunes.

Des filles et des garçons, âgés parfois de 13 ou 14 ans seulement, se sont ainsi vus embrigadés dans de nombreux pays, y compris le mien.

En France, on parle de quelques centaines de jeunes. C'est très peu, mais c'est beaucoup trop.

S'il n'y en avait qu'un, ce serait encore un de trop.

Alors ma mission est de démontrer à chaque jeune de France que la République reste pleinement d'actualité, qu'elle est toujours notre avenir et notre idéal.

Je dois convaincre mes jeunes concitoyens que c'est dans la République et donc dans la liberté, dans l'égalité et dans la fraternité, qu'ils trouveront les meilleures conditions de leur épanouissement et de leur bonheur.

Monsieur le Président,

L'initiative jordanienne a raison de nous rappeler que la lutte contre l'extrémisme ne peut pas être seulement militaire.

Elle constitue un combat politique et moral plus large, dans lequel l'ensemble de la société a un rôle à jouer.

C'est pourquoi la France, après les attentats terribles qui l'ont frappée et qui l'ont meurtrie, a décidé d'engager une mobilisation nationale pour les valeurs républicaines. C'est aussi dans cet esprit que le

Premier ministre vient d'annoncer un grand plan national de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, qui met un accent particulier sur la jeunesse.

Dès l'école, nous voulons, à travers des enseignements spécifiques, mettre l'accent sur les notions de citoyenneté et de laïcité, ce modèle français d'équilibre des libertés fondamentales, qui a permis l'exercice apaisé de la liberté de religion et les conditions du vivre ensemble en France, depuis son consécration il y a 110 ans cette année.

Il est essentiel que chaque enfant comprenne les fondements de notre organisation collective, ce qui fait que nous sommes une nation, et au-delà, que nous appartenons à la communauté humaine.

Il faut qu'ils comprennent que ce n'est pas juste un état de fait, mais une volonté et une responsabilité.

L'école est une institution centrale en France. Mais d'autres acteurs sont mobilisés avec ce même objectif. Les associations ont vu leurs crédits considérablement augmentés pour faire ce même travail d'éducation à la citoyenneté dans les quartiers où la désespérance est la plus grande.

Etat et associations portent ce discours républicain sur internet.

Nous menons des campagnes de contre-offensive aux argumentaires de nos adversaires, pour ne pas laisser se propager les théories les plus absurdes et les plus dangereuses.

Nous développons à grande échelle des dispositifs d'engagement citoyen, tels que le service civique. Pendant 6 à 10 mois, les jeunes français sont indemnisés pour effectuer une mission d'intérêt général au sein d'une association ou d'une administration.

Nous voulons maintenant développer ce dispositif à l'international. Les meilleurs ambassadeurs des valeurs humanistes auprès des jeunes, ce sont les jeunes eux-mêmes. Je salue à cet égard le travail remarquable de l'UNICEF et de ses comités nationaux – notamment UNICEF France, qui, grâce à son programme des Jeunes ambassadeurs, fait des jeunes de véritables citoyens du monde, porteurs d'un message de solidarité et d'humanité.

Enfin, nous n'abandonnons pas ceux qui se sont fourvoyés. Chacun a en soi la capacité de prendre conscience de ses erreurs et de s'amender sincèrement. Aux jeunes adultes radicalisés qui reviennent de zones de combat, nous voulons montrer leur terrible erreur, et leur donner la possibilité de se réinsérer dans leur pays, selon les valeurs de ce pays.

La France sait que sa réponse ne saurait se cantonner au niveau national.

Nous agissons aux côtés de nos partenaires européens. Mon pays a pris l'initiative de réunir à Paris le 17 mars dernier les Ministres de l'Education des 28 Etats membres de l'Union européenne.

Une meilleure coordination est nécessaire dans la lutte contre la propagande et le recrutement terroriste sur Internet en pesant collectivement sur les opérateurs, en harmonisant nos législations en matière de retrait des contenus illégaux, et en adaptant au fonctionnement de l'information mondialisée le cadre juridique de la coopération internationale.

Ce combat contre l'extrémisme violent et pour redonner espoir à la jeunesse, nous voulons également le mener aux Nations unies, cadre privilégié du multilatéralisme.

La stratégie de lutte antiterroriste définie par l'ONU conserve plus que jamais sa pertinence et le programme mondial d'action pour la jeunesse doit sans doute prendre un nouvel essor.

Nous en fêterons les 20 ans le mois prochain. 20 ans, c'est un bel âge pour s'engager.

Il est primordial que cet anniversaire ne soit pas une simple formalité, mais l'occasion pour les Etats membre de montrer à la jeunesse mondiale que nous croyons en elle.

Seul le prononcé fait foi